



# IRDA PARIS

Institut de recherche  
en droit des affaires  
de Paris

## Revue des sommaires

Jeudi 26 mars 2026

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

# Recueil Dalloz

> hebdomadaire  
202<sup>e</sup> année  
26 mars 2026  
n° 12 / 8121<sup>e</sup>  
pages 505 à 560



## CHRONIQUE / Juriste d'entreprise

La confidentialité des consultations des juristes d'entreprise

Loi n° 2026-122 du 23 février 2026

> point de vue Marc Mossé

517

> chronique Jean-Pierre Clavier

520

> entretien Pierre-Yves Gautier

560

## ÉDITORIAL

505 La contrefaçon obscène, Michel Vivant

## ACTUALITÉS

- 508 Contrefaçon (concurrence déloyale) : identité de finalité des actions
- 509 Clause abusive (avocat) : stipulation d'un honoraire de résultat
- 509 Clause pénale (agent d'assurance) : déchéance de l'indemnité de fin de mission
- 509 Droit d'auteur (édition critique) : œuvre tombée dans le domaine public
- 510 Données personnelles (enquête pénale, France) : collecte de données biométriques
- 511 Confiscation (gravité de l'infraction) : inconstitutionnalité du régime
- 512 Journalistes (secret des sources) : saisie des effets personnels
- 513 Justice criminelle et respect des victimes : présentation d'un projet de loi
- 514 Juges non professionnels (réforme) : présentation d'un projet de loi organique
- 514 Procès équitable (dénonciation calomnieuse de viol) : condamnation de la France
- 515 Géolocalisation des salariés : validité du dispositif
- 516 Licenciement (irrégularité) : plafonnement de l'indemnité

## ÉTUDES ET COMMENTAIRES

Chronique de jurisprudence de la Cour de cassation :

- 525 Chambre sociale, Florence Ollivier, Audrey Arzac, Émilie Pecqueur et Julie Thomas-Davost
- 532 Chambre criminelle, Faty Diop, Samuel Gillis, Pierre Rouvière et Olivier Violeau
- 539 **Panorama** : Droit de la filiation, Patrice Hilt
- 551 **Notes** : Le décubitus ventral à l'épreuve de l'article 2 de la Convention européenne des droits de l'homme, note sous CEDH 15 janv. 2026, Anne-Blandine Caire
- 555 Vente de locaux commerciaux et droit de préférence légal : quand le mieux est l'ennemi du bien, note sous Civ. 3<sup>e</sup>, 19 juin 2025 [2 arrêts], 18 déc. 2025 et 6 nov. 2025, Philippe Viudès et Franck Roussel



Lefebvre Dalloz

Imprimé par DONNEVILLE (sonneville@u-paris2.fr) Tous droits réservés

# Recueil Dalloz

PRÉSIDENTE ET PRINCIPALE ASSOCIÉE,  
LEFEBVRE SARRUT  
10 place des Vosges – 92400 Courbevoie  
542 052 451 RCS Nanterre

recueil@dalloz.fr

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION,  
JULIEN LANGUY,  
représentant permanent de Lefebvre Sarrut  
DIRECTRICE DES ÉDITIONS,  
CAROLINE DELESALLE SORDET  
DIRECTRICE  
DE LA RÉDACTION CIVIL, PÉNAL ET IMMOBILIER,  
CORINNE GENDRAUD

## CONSEIL SCIENTIFIQUE

ALAIN BÉNABENT, NICOLAS DISSAUX,  
BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON ET PHILIPPE MERLE

## DIRECTRICE SCIENTIFIQUE

PASCALE DEUMIER

## RÉDACTION

### • DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD

### • RÉDACTION

Maele HARSOUËT DE KERAVAL

### • CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Éric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

### • ÉDITION-RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Laurence BREUZÉ-DINNAT

Lindsay GILBERT

Première secrétaire de rédaction :

Katy PERCHEREAU

Directrice de la Production éditoriale :

Anne-Laure CHAUMEIL MENNESSEZ

Directeur artistique : Patrick VERDON

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

## ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, Directrice

Responsable relations clients : Corinne ROUTIER

src@lefebvre-dalloz.fr - Tél. : 01 83 10 10 10

Directrice de clientèle Publicité : Carole MESSALATI

publicite@lefebvre-sarrut.eu

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 1234,20 € TTC

Étranger : 1304,64 € TTC

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206

DUPLI-PRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Mars 2026

## Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

Siège social : Tour Lefebvre Dalloz

10 place des Vosges – 92400 Courbevoie

RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098

Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550

Filiale du groupe Lefebvre Sarrut

La reproduction, même partielle, de tout élément publié  
dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal  
Taux de fibres recyclées : 0 %  
Prot : 0,08 kg/t

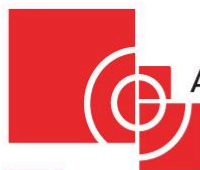
## SOMMAIRE

### ÉDITORIAL

Michel Vivant

505

La contrefaçon obscène



## ACTUALITÉS

508

### DROIT DES AFFAIRES

Banque-Crédit-Garantie

Hypothèque provisoire (inscription) :

exequatur d'une décision étrangère,

Civ. 3<sup>e</sup>, 12 mars 2026

Concurrence-Distribution

Contrefaçon (concurrence déloyale) :

identité de finalité des actions,

Com. 18 mars 2026

Consommation

Clause abusive (avocat) : stipulation

d'un honoraire de résultat,

Civ. 2<sup>e</sup>, 12 mars 2026

Propriété intellectuelle

Droit d'auteur (édition critique) :

œuvre tombée dans le domaine public,

CJUE 19 mars 2026

509

### DROIT CIVIL

Contrat-Responsabilité-Assurance

Clause pénale (agent d'assurance) :

déchéance de l'indemnité de fin de mission,

Civ. 2<sup>e</sup>, 12 mars 2026

Réparation du préjudice (office du juge) :

indemnisation de la perte d'une chance,

Civ. 2<sup>e</sup>, 12 mars 2026

Réparation du préjudice (économique) :

victime par ricochet, Civ. 2<sup>e</sup>, 12 mars 2026

510

### DROIT INTERNATIONAL ET EUROPÉEN

Droit européen

Données personnelles (enquête pénale,

France) : collecte de données biométriques,

CJUE 19 mars 2002

Données personnelles (droit d'accès) :

portée d'une demande abusive,

CJUE 19 déc. 2026

511

### DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

Droit pénal

Confiscation (gravité de l'infraction) :

inconstitutionnalité du régime,

Cons. const. 13 mars 2026

Presse et communication

Journalistes (secret des sources) : saisie

des effets personnels, Crim. 17 mars 2026

Procédure pénale

Justice criminelle et respect des victimes :

présentation d'un projet de loi

Juges non professionnels (réforme) :

présentation d'un projet de loi organique

Procès équitable (dénonciation calomnieuse

de viol) : condamnation de la France,

CEDH 19 mars 2026

515

### DROIT DU TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Droit du travail

Géolocalisation des salariés : validité

du dispositif, Soc., mixte, 18 mars 2026

Lanceur d'alerte (bonne foi) : interdiction

de licenciement, Soc. 18 mars 2026

Licenciement (irrégularité) : plafonnement

de l'indemnité, Soc. 18 mars 2026

Licenciement économique (redassement) :

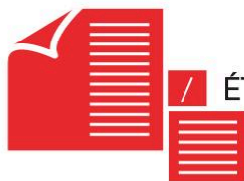
fonds commun de placement,

Soc., mixte, 18 mars 2026

26 mars 2026 - n° 12 / 8121<sup>e</sup>

517

La confidentialité des consultations des juristes d'entreprise, une avancée au service de l'intérêt général  
Loi n° 2026-122 du 23 février 2026  
par Marc Mossé



## ÉTUDES ET COMMENTAIRES

### CHRONIQUE

520

La confidentialité des consultations des juristes d'entreprise. Quelques observations au sujet de la loi n° 2026-122 du 23 février 2026  
par Jean-Pierre Clavier

### CHRONIQUE DE LA COUR DE CASSATION

525

Chambre sociale  
par Florence Ollivier, Audrey Arsac,  
Émilie Pecqueur et Julie Thomas-Davost

532

Chambre criminelle  
par Faty Diop, Samuel Gillis, Pierre Rouvière  
et Olivier Violeau

### PANORAMA

539

Droit de la filiation  
janvier 2025 - février 2026  
par Patrice Hilt

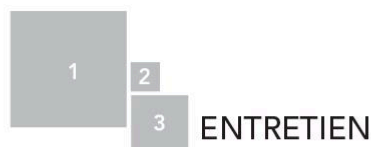
### NOTES

551

Le décubitus ventral à l'épreuve de l'article 2 de la Convention européenne des droits de l'homme,  
note sous CEDH 15 janv. 2026  
par Anne-Blandine Caire

555

Vente de locaux commerciaux et droit de préférence légal :  
quand le mieux est l'ennemi du bien, note sous Civ. 3<sup>e</sup>,  
19 juin 2025 [2 arrêts], 18 déc. 2025 et 6 nov. 2025  
par Philippe Viudès et Franck Roussel



560

Pierre-Yves Gautier - « Sous toutes réserves »,  
à ce que le Conseil constitutionnel n'en ignore :  
confidentialité en entreprise

### À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction.

Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique :  
40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... » :  
9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence :  
20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate) :  
5 500 signes (références entre parenthèses).

Recueil Dalloz - 26 mars 2026 - n° 12

Imprimé par DONNEVILLE (sonneville@u-paris2.fr) Tous droits réservés

# Revue de jurisprudence de Droit des Affaires

## 04/26

### L'ESSENTIEL DE L'ACTUALITÉ

#### **Délégation de paiement au sous-traitant : limites à l'inopposabilité des exceptions**

Cass. 3<sup>e</sup> civ. 27-11-2025 n° 23-21.762 FS-B : Décisions 206

Le maître de l'ouvrage délégué peut s'opposer au paiement réclamé par le sous-traitant en invoquant l'inexécution des travaux sous-traités ainsi que les malfaçons qui les affectent.

#### **Un dirigeant de société pénalement responsable de la conclusion d'un contrat qu'il n'a pas signé**

Cass. crim. 10-9-2025 n° 23-82.632 F-B : Décisions 208

Le dirigeant d'une société est pénalement responsable de la conclusion d'un contrat de construction de maison individuelle ne comportant pas de garantie de paiement des sous-traitants, peu important qu'il ait ou non signé le contrat litigieux.

#### **Un arrêt « Larzul 3 » précise le régime des nullités des décisions de SAS antérieur à la réforme**

Cass. com. 11-2-2026 n° 24-18.524 FS-B : Décisions 219

Un arrêt « Larzul 3 » éclaire sur la mise en œuvre des critères dégagés par l'arrêt « Larzul 2 », selon lequel la nullité ne peut être prononcée que si l'irrégularité a été de nature à influencer sur le résultat du processus de décision, qualifie la nullité encourue et encadre la faculté de régulariser.

#### **Quand y a-t-il défaut d'établissement et de dépôt des comptes annuels d'une SAS ?**

Cass. crim. 7-1-2026 n° 24-83.864 F-B : Décisions 220

La Cour de cassation apporte des précisions sur la date à laquelle le délit de défaut d'établissement des comptes doit être considéré comme constitué dans la SAS. Elle juge

aussi que la contravention de défaut de dépôt des comptes n'est pas constituée tant que ceux-ci n'ont pas été approuvés.

## **Procédure collective bipatrimoniale : vente du patrimoine personnel de l'entrepreneur individuel**

Cass. com. avis 10-12-2025 n° 25-70.020 B : Décisions 226

En cas de liquidation judiciaire affectant les patrimoines professionnel et personnel d'un entrepreneur individuel, le liquidateur peut être autorisé à vendre le patrimoine personnel de l'entrepreneur mais au seul profit des créanciers ayant pour gage ce patrimoine.

## **Possibilité pour le créancier de déclarer une nouvelle créance à la procédure de saisie immobilière**

Cass. 2<sup>e</sup> civ. avis 20-11-2025 n° 25-70.011 PB : Décisions 232

Le créancier qui délivre un commandement de payer valant saisie immobilière pour le recouvrement d'une créance peut en déclarer une autre qu'il détient sur le même débiteur, à l'occasion de la même procédure, pour en obtenir le paiement.

## **Commencement d'exécution d'un cautionnement faisant obstacle à l'exception de nullité**

Cass. com. 17-9-2025 n° 24-11.619 F-B : Décisions 234

L'inscription d'une hypothèque sur un bien appartenant à la caution, quelle que soit la personne qui l'effectue, constitue un commencement d'exécution du cautionnement qui fait obstacle à l'exception de nullité soulevée contre l'engagement de caution.

## **Le droit de propriété du vendeur réservataire survit à l'extinction de la créance garantie**

Cass. com. 19-11-2025 n° 23-12.250 FS-B : Décisions 237

Le vendeur d'un bien qui s'en est réservé la propriété jusqu'à complet paiement du prix peut revendiquer le bien à défaut de paiement du prix, même s'il a laissé la créance du prix de vente se prescrire.

# DROIT & PATRIMOINE

MARS 2026 · N° 366

## ACTUALITÉS

### ÉCLAIRAGE

**Valorisation des actifs immatériels : l'angle mort juridique de l'évaluation financière**..... 6

### ENTRETIEN

**« Il n'y a pas d'économie forte sans État de droit ni sécurité juridique »**.....11

Nouveau président du CNUC pour 2026, le notaire maltais Roland Wadge entend placer son mandat au cœur des grandes transformations européennes. Numérisation de la Justice, intelligence artificielle de confiance, lutte contre le blanchiment, « 28<sup>e</sup> régime » en droit des sociétés : il veut faire du notariat un acteur moteur de ces chantiers stratégiques, tout en veillant à ce que l'innovation renforce – et ne fragilise jamais – la sécurité juridique. Dans un contexte d'incertitudes géopolitiques et économiques, il défend une conviction forte : il n'y a pas d'économie solide sans État de droit ni sécurité juridique. Entretien.

### PROFESSIONS

**La loi organisant la confidentialité des consultations des juristes d'entreprise est publiée**..... 13

Les consultations juridiques rédigées par les juristes d'entreprise pourront désormais, sous certaines conditions, revêtir un caractère confidentiel, opposable dans le cadre de procédures ou de litiges civils, commerciaux ou administratifs. Prévues par une loi publiée au Journal officiel du 25 février, cette protection pourra toutefois être contestée, voire levée dans certains cas.



## DOSSIER

### LE NOTAIRE CONSEIL DE L'ENTREPRENEUR ENGAGÉ

#### • Choisir la structure philanthropique

Céline CHWARTZ, notaire à Toulouse, membre de l'IEJ du CSN, Nadège JULLIAN, professeur de droit privé, agrégée des facultés de droit, école de droit de toulouse, Université Toulouse capitole..... 26

#### • Organiser la gouvernance de la structure philanthropique

Claire FARGE, FIDAL, direction technique « droit du patrimoine », Stéphane COUCHOUX, Fidal, responsable national du secteur « fondations & mécénat »..... 32

#### • Pérenniser l'action au-delà du décès du philentrepreneur

Emma DURAND, doctorante à l'Université de Montpellier (laboratoire de droit privé), diplômée notaire..... 39

#### • Définir les vecteurs de la philanthropie : aspects civils et fiscaux

Caroline ORON, notaire à Saint-Tropez, présidente honoraire de la Chambre des notaires du Var et du Conseil régional des notaires de la Cour d'appel d'Aix-en-Provence, Quentin Guiguet Schiele, maître de conférence en droit privé Université Toulouse Capitole, David boulaud, maître de conférence en droit privé Université de Montpellier ..... 46

# SOMMAIRE

ACTUALITÉ · PRATIQUE · ANALYSE · DOSSIER · JURISPRUDENCE

## ANALYSES

**Plus-value de l'ancienne résidence principale d'un couple séparé ou divorcé : le premier qui part perd ?** ..... 16

**Quand la cour de Cassation s'écarte du principe d'interprétation stricte d'une présomption de fraude** ..... 20

## CHRONIQUES

**Droit du patrimoine familial (juillet 2025 – février 2026)** ..... 75

**Fiscalité internationale du patrimoine (juillet à décembre 2025)** ..... 85



### • La mise à disposition de biens et le don au profit des personnes publiques

Marine GREUZARD, notaire à Montpellier,  
Fanny TARLET, professeur à l'Université de Montpellier (CREAM)..... 56

### • Chartes éthiques et notariat

Morgane TIREL, maître de conférences en droit privé à l'Université d'Évry (Paris-Saclay) ..... 63

### • Le point de vue d'une entreprise notariale engagée...RSE

Christophe VIELPEAU, notaire associé à Meaux ..... 69

### • La transmission de l'entreprise aux salariés

Xavier AUMERAN, professeur de droit privé à l'Université Jean Moulin Lyon III,  
équipe de recherche Louis Josserand (EA 3707)..... 71

# Revue Lamy

## Droit des affaires

### Chronique : Baux commerciaux

*Gaëtan BELLAMY-MARAIN*

**Union de l'épargne et de l'investissement :  
pour un code européen des marchés de capitaux**

*Mariia DOMINA*

**Détournement de fonds : exclusion de la responsabilité  
du banquier réceptionnaire**

*Antoinette ALABA*

**Nouveauté en matière d'expertise amiable :  
petite cause, grandes conséquences ?**

*Héloïse MEUR et Pierre FENG*

**La stricte application des conditions  
de la concurrence déloyale pour dénigrement**

*Alexandra MENDOZA-CAMINADE*

**Procédures collectives : la discipline des AJ/MJ soumise  
aux exigences du procès équitable**

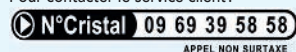
*Rolanda ONDO*

CONSEIL SCIENTIFIQUE

Marie-Pierre Blin-Franchomme : Maître de conférences  
HDR Université Toulouse Capitole, chargée de mission  
développement durable  
Jean-Michel do Carmo Silva : Professeur de droit, Grenoble  
École de Management  
Emmanuel Daoud : Avocat associé, Cabinet VIGO  
Jack Demaison : Avocat associé, SIMON Associés  
Laurence Caroline Henry : Professeur - Avocat général en  
service extraordinaire à la chambre commerciale de la Cour  
de cassation  
Arnaud Lecourt : Maître de conférences, Université de Pau et  
des pays de l'Adour  
Jacques Mestre : Professeur agrégé des Facultés de droit  
Cyril Nourissat : Professeur agrégé des Facultés de droit,  
Université Jean Moulin - Lyon 3

Éditeur : Lamy Liaisons, SAS ayant son siège social  
7, rue Emmy Noether - 93400 Saint-Ouen  
Représentante légale : Rokhaya Pondi  
Associé unique : Karnov HoldCo France  
Directrice de la publication : Rokhaya Pondi  
Directrice des rédactions : Sylvie Duras  
Responsable des rédactions : Chloé Mathonnière  
Rédacteur en chef : Brice Lemerrier Denos  
Rédaction : Salma Akdad, Céline Garnier, Camille Madi,  
Victoria Mauriès, Rolanda Ondo, Héloïse Planckaert, Brintha  
Selvachandran, Martin Ichard  
Dépôt légal : à parution • Prix au numéro : 81,58 €<sup>TTC</sup>  
N° ISSN (version en ligne) : 2109-9367  
N° ISSN (version imprimée) : 1279-8401  
Périodicité : mensuel • N° CPPAP : 0130 T 87146 •  
Crédit photos : Getty Images • Imprimeur : Dupliprint,  
733, rue Saint-Léonard - 53147 Mayenne • Origine du  
papier : Pologne • Taux de fibres recyclées : 0 % •  
Certification : PEFC • Eutrophisation : Ptot 0.02 kg/tonne

Pour contacter le service client :



Courriel : contact@lamyliaisons.fr  
Internet : www.lamy-liaisons.fr - www.lamylinenew.fr  
- www.liaisons-sociales.fr



Toute reproduction ou représentation intégrale ou  
partielle, par quelque procédé que ce soit, du contenu de  
cette publication, effectuée sans autorisation de l'éditeur,  
est illicite et constitue une contrefaçon, y compris toute  
utilisation par des systèmes ou modèles d'intelligence  
artificielle ou toute reproduction ou extraction à des fins  
de fouille de textes et de données (TDM), notamment  
en application de l'article 4 de la Directive (UE) 2019/790.  
L'éditeur se réserve expressément ces utilisations.

Cette revue peut être référencée de la manière suivante :  
RLDA 2026, n° 224-1 (année, n° de la revue, n° du  
commentaire)

# SOMMAIRE

## ACTUALITÉS

FOCUS .....	4
SOCIÉTÉS.....	6
ASSOCIATIONS.....	7
ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ .....	8
BANQUE ET FINANCE.....	10
COMMERCIAL.....	11
CONSUMMATION .....	12
DROIT PÉNAL DES AFFAIRES .....	13
COMPLIANCE – RSE .....	15
À RETENIR ÉGALEMENT .....	15

## REPÈRES

### BANQUE ET FINANCE

- Détournement de fonds : exclusion de la responsabilité  
du banquier réceptonnaire ..... 18  
Par Antoinette ALABA

### CONTRAT

- Nouveauté en matière d'expertise amiable :  
petite cause, grandes conséquences ? ..... 22  
Par Héloïse MEUR et Pierre FENG

### CONCURRENCE DÉLOYALE

- La stricte application des conditions de la concurrence déloyale  
pour dénigrement ..... 27  
Par Alexandra MENDOZA-CAMINADE

### CHRONIQUE

- Baux commerciaux (janvier 2025 – décembre 2025) ..... 30  
Par Gaëtan BELLAMY-MARAIN

## PERSPECTIVES

### ÉTUDE

- Union de l'épargne et de l'investissement :  
pour un code européen des marchés de capitaux ..... 38  
Par Mariia DOMINA

# La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 12 du 23 mars 2026

## Sommaire du numéro

### La Semaine du droit

ÉDITO

#### Démocratie à l'italienne

N° 356 - Par Patrice SPINOSI

[Consulter le PDF](#)

LES ACTEURS | VIOLENCES SEXUELLES

#### Quand la médiatisation des violences faites aux femmes impacte la réponse pénale

N° 357 - Par Sophie MICHELIN-MAZÉРАН

[Consulter le PDF](#)

LIBRES PROPOS | SANTÉ PUBLIQUE

#### Aide (active) à mourir : objections à la proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale

N° 358 - Par Jérôme ROUX

[Consulter le PDF](#)

L'ENTRETIEN | JUSTICE

#### « La culture a changé en matière de blanchiment et il n'y aura pas de retour en arrière possible »

N° 359 - Par Samuel VUELTA SIMON

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROCÉDURE CIVILE

#### Omission de statuer : portée de l'autorité de la chose jugée et pouvoir du juge de compléter le dispositif sans remise en cause des chefs déjà jugés

N° 360

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

#### Arrêts P de la Cour de cassation du 2 au 8 mars 2026

N° 361

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | ASSURANCES TERRESTRES

#### Cession de créance d'indemnité d'assurance : le réparateur cessionnaire ne saurait avoir plus de droits que l'assuré cédant

N° 362 - Par Matthieu ROBINEAU

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | AGENCES DE VOYAGES

## Présomption d'imputabilité du dommage au contrat de forfait touristique

N° 363 - Par Christophe LACHIÈZE

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PACTES D'ASSOCIÉS

## Précisions sur la durée et la résiliation des pactes d'associés

N° 364

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DEVOIR DE VIGILANCE

## Une société mère française condamnée pour des licenciements dans une filiale étrangère

N° 365

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | JOURNAL OFFICIEL

## Journal officiel du 12 au 18 mars 2026

N° 366

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COUR DE CASSATION

## Arrêts P de la Cour de cassation du 2 au 8 mars 2026

N° 367

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | HÉBERGEUR

## Airbnb n'est pas un hébergeur

N° 368 - Par Hélène SKRZYPNIAK

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | INAPTITUDE

## L'inaptitude peut être constatée à l'issue d'une visite initiée par le médecin du travail

N° 369

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | JOURNAL OFFICIEL

## Journal officiel du 12 au 18 mars 2026

N° 370

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COUR DE CASSATION

## Arrêts P de la Cour de cassation du 2 au 8 mars 2026

N° 371

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | COMMANDE PUBLIQUE

## SAD : illégalité d'un agrément administratif non prévu pour l'admission des candidats

N° 372 - Par Lucienne ERSTEIN

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

## Journal officiel du 12 au 18 mars 2026

N° 373

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | FRAUDE FISCALE

## Décès du constituant d'un trust et fraude fiscale d'un héritier

N° 374 - Par Stéphane DETRAZ

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | PROTOCOLE 16

## La cellule monacale comme domicile ?

N° 375 - Par Gérard GONZALEZ

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | INTERDICTION DE L'ESCLAVAGE ET DU TRAVAIL FORCÉ

## Première condamnation pour travaux forcés accomplis par un détenu

N° 376 - Par Béatrice PASTRE-BELDA

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | PROTECTION DES CONSOMMATEURS

## Contrat à distance avec un consommateur et droit de rétractation

N° 377 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | FISCALITÉ

## Exonération de retenue à la source des redevances : quelques précisions

N° 378 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | TUTELLE

## Principe de préférence familiale et attribution de la charge de subrogé tuteur

N° 379 - Par Gilles RAOUL-CORMEIL

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | UNIVERSITÉS

## De la chance d'appartenir à une université pluridisciplinaire

N° 380 - Par Florent PETIT

[Consulter le PDF](#)

## La Semaine de la doctrine

LA CHRONIQUE | AVOCATS

### Avocats

N° 381 - Par Stéphanie GRAYOT-DIRX , Stéphane BORTOLUZZI , Cécile CASEAU-ROCHE , Charles VAUTROT-SCHWARZ et Frédéric FORGUES

[Consulter le PDF](#)

## La Semaine du praticien

L'ÉTUDE | UNION EUROPÉENNE

## La directive 2015/1535 sur la transparence du marché unique fête ses dix ans : premier bilan en France

N° 382 - Par Guillaume FROGER et Romain TRAVADE

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | PRINCIPE DE LAÏCITÉ

**3 Questions à Bernard Beignier, professeur de droit privé à l'université Toulouse Capitole, Mathilde Philip, professeure de droit public à l'université Jean Moulin Lyon 3 et AnneLaure Youhnovski Sagon, maître de conférences en droit public à l'université Jean Moulin Lyon 3**

N° 383

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

## Juriste d'entreprise et dispense d'accès à la profession d'avocat : l'autonomie n'est pas un critère légal

N° 384 - Par Juliette TISSOT

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

### **Honoraire de résultat et objet principal du contrat : l'absence de transparence ne suffit pas à rendre la clause non écrite**

N° 385

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

### **Congé supplémentaire de naissance : une avancée limitée pour les avocats indépendants**

N° 386

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | CONSEIL NATIONAL DES BARREAUX

### **IA : un guide déontologique à destination des avocats**

N° 387

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | CONSEIL NATIONAL DES BARREAUX

### **RIN : le CNB lance une concertation sur un projet de toilettage du règlement**

N° 388

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | CONSEIL DES PRUD'HOMMES

### **Justice prud'homale : des mesures pour simplifier la procédure**

N° 389

[Consulter le PDF](#)

# La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 13 du 26 mars 2026

## Sommaire du numéro

### Échos de la pratique

CONCURRENCE

#### 3 QUESTIONS - La Cour de cassation face à l'évolution des problématiques et à la multiplication des sources

N° 274 - Par Sylvaine POILLOT-PERUZZETTO

[Consulter le PDF](#)

MARCHÉ FINANCIER

#### Simplifier le parcours des investisseurs particuliers et rendre l'investissement plus accessible

N° 275

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

#### Revue Actes pratiques et Ingénierie sociétaire

N° 276

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

#### Revue Actes pratiques et stratégie patrimoniale

N° 277

[Consulter le PDF](#)

DONNÉES CHIFFRÉES

#### Cybersécurité : nombre d'incidents et de signalements

N° 278

[Consulter le PDF](#)

### Actualités

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

#### Les enjeux concurrentiels et publics du développement de l'intelligence artificielle générative

N° 279 - Par Ophélie THOMAS et Inès DE CIRUGEDA

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ASSURANCE

#### La déchéance de l'indemnité de fin de mandat constitue une clause pénale

N° 280

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

**Ajout de nouveaux cas de déclarations au fichier national des chèques irréguliers (FNCI) tenu par la Banque de France**

N° 281

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

**L'action en parasitisme tend aux mêmes fins que l'action en contrefaçon et est indépendante de tout rapport de concurrence**

N° 282

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT EUROPÉEN

**Mesures restrictives de l'UE : le gel des fonds emporte celui des droits de vote et de participation aux assemblées des actionnaires**

N° 283

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT EUROPÉEN

**Précisions de la CJUE sur la portée du gel des avoirs dans le cadre de mesures restrictives décidées par l'Union européenne**

N° 284

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

**Interdiction des poursuites : action en annulation d'un AMR et créance de dépens et frais**

N° 285

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

**Modification des conditions d'accès des fonds d'investissement alternatifs aux chambres de compensation**

N° 286

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

**Révision MiCA et finance décentralisée : comment réguler l'insaisissable ?**

N° 287

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

**Obligations déclaratives applicables aux sociétés d'investissement et fonds de placement et aux porteurs de parts ou actionnaires de ces organismes titulaires d'un PEA**

N° 288

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

**Contrat à distance avec un consommateur et droit de rétractation**

N° 289

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | RSE

**Extension du code de déontologie des commissaires aux comptes à la mission de certification des informations en matière de durabilité**

N° 290

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SÛRETÉ

## **Un engagement ne peut être qualifié de garantie autonome que s'il n'a pas pour objet la dette du débiteur principal et comporte une stipulation de l'inopposabilité des exceptions**

N° 291

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COMITÉ SOCIAL ET ÉCONOMIQUE

## **Droit d'alerte du CSE : impossibilité d'agir pour un salarié ayant quitté l'entreprise au jour de la saisine**

N° 292

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | DURÉE DU TRAVAIL

## **Géolocalisation du salarié et contrôle du temps de travail : conditions de licéité du dispositif**

N° 293

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT

## **Société de gestion de fonds et notion de contrôle : exclusion du périmètre du groupe pour l'appréciation du licenciement économique**

N° 294

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT

## **Devoir de vigilance : le TJ de Paris condamne une société mère française pour des licenciements dans une filiale étrangère**

N° 295

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT

## **PSE, seuils d'effectifs et salariés mis à disposition**

N° 296

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT

## **Violation de la procédure conventionnelle de licenciement : irrégularité de procédure ou garantie de fond ?**

N° 297

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT

## **Contrat de sécurisation professionnelle : sort de la contribution de l'employeur en cas de retour à l'emploi**

N° 298

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

## **Poursuite d'une activité professionnelle et perception des indemnités journalières : de la notion de fraude**

N° 299

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | SYNDICAT

## **Conditions de prorogations de la durée du mandat d'un représentant du personnel**

N° 300

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | SYNDICAT

## **Effet de la suspension du processus électoral sur la durée de protection des candidats à l'élection**

N° 301 [Consulter le PDF](#)

SOCIAL | SYNDICAT

**Quand le salarié titulaire d'un mandat extérieur à l'entreprise peut-il s'en prévaloir ?**

N° 302 [Consulter le PDF](#)

FISCAL | DROIT DOUANIER

**Discordance dans l'avis de mise en recouvrement**

N° 303 [Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

**Détournement de fonds au détriment d'une société : conditions de déductibilité**

N° 304 [Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ INTERNATIONALE

**Exonération de retenue à la source des redevances : quelques précisions**

N° 305 [Consulter le PDF](#)

## Études et commentaires

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

**La lutte contre la surtransposition des directives en droit des sociétés**

N° 1099 - Par Benoît LECOURT [Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE

**Clause pénale : qu'importe le flacon pourvu qu'on ait la réduction**

N° 1100 - Par Jean-Baptiste BARBIÈRI [Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

**SOCIÉTÉ - Liquidation amiable - Responsabilité du liquidateur - Désintéressement des créanciers**

N° 1101 [Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

**SOCIÉTÉ - Liquidation amiable - Responsabilité du liquidateur - Désintéressement des créanciers**

N° 1102 [Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

**SARL - Responsabilité du gérant - Responsabilité personnelle - Faute de gestion d'une particulière gravité séparable des fonctions de gérant**

N° 1103 [Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

**SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE - Révocation du dirigeant - Défaut de signature des procès-verbaux - Absence de sanction**

N° 1104 [Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

**SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE - Cession d'actions - Détermination du prix - Expertise**

N° 1105

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

**Droit de la concurrence : actions de follow-on - pratiques restrictives - concurrence déloyale**N° 1106 - Par Georges DECOCQ , Anne-Laure-Hélène DES YLOUSES , Romain FERLA ,  
Claire KARSENTI , Marie DUMARCAY et Aurélie BALLOT-LÉNA[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

**CONCURRENCE - Concurrence déloyale - Agissements parasitaires - Parasitisme de la notoriété et des investissements d'autrui**

N° 1107

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ASSURANCE

**Le point de départ de la prescription de l'action directe de l'assureur de l'employeur intérimaire**

N° 1108 - Par Anthony TARDIF

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTENTIEUX

**Contenu de la mise en demeure de l'URSSAF : quand les juges du fond résistent (à juste titre) à la position de la Cour de cassation**

N° 1109 - Par François TAQUET

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | DROIT SOCIAL

**PROTECTION SOCIALE - Cotisations sociales - Demande de remboursement - Vérification antérieure portant sur un point différent**

N° 1110

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

**L'intégration fiscale à l'aune de la non-discrimination**

N° 1111 - Par Anne-Gaël HAMONIC-GAUX

[Consulter le PDF](#)

# Actualité des procédures collectives, n° 6 du 20 mars 2026

---

## Sommaire du numéro

### Repère

SALARIÉS

#### **Portabilité : attention au destinataire de la résiliation**

N° 66 - Par Olivier ANFRAY

[Consulter le PDF](#)

### Alertes

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | CONDITIONS D'OUVERTURE

#### **TUP et procédure collective : l'impossible assignation d'une société dissoute**

N° 67 - Par Bertille GHANDOUR

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | PÉRIODE D'OBSERVATION

#### **Ouverture d'une nouvelle période d'observation au-delà de la durée maximale**

N° 68

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | ADMINISTRATION DE L'ENTREPRISE

#### **Nullité des actes hors gestion courante et sort du prix de cession**

N° 69

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | SALARIÉS

#### **Portabilité des garanties santé et prévoyance et résiliation du contrat à son échéance**

N° 70

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | RÉALISATION DES ACTIFS

#### **Vente aux enchères en redressement judiciaire : l'autorisation du juge-commissaire n'en fait pas une vente judiciaire**

N° 71

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | RÉALISATION DES ACTIFS

#### **Défaut de réponse à conclusion sur l'existence d'un passif postérieur justifiant la demande d'autorisation d'adjudication d'un immeuble**

N° 72

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | RÉALISATION DES ACTIFS

## **L'autorisation d'une vente d'immeuble de gré à gré suppose la présentation préalable d'offres d'achat**

N° 73

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | CLÔTURE DE LA PROCÉDURE

## **Clôture pour extinction du passif et disparition des sanctions : l'effet de réhabilitation confirmé**

N° 74

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | SANCTION PERSONNELLE

## **Le rapport du juge-commissaire face au principe du contradictoire : une garantie procédurale des sanctions personnelles**

N° 75

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | SANCTION PATRIMONIALE

## **Contribution à l'insuffisance d'actif : la tentation d'une appréciation globale des juges du fond**

N° 76

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | RESPONSABILITÉ DES MANDATAIRES

## **Application de l'article 6 § 1 de la Convention européenne des droits de l'homme à la procédure disciplinaire des administrateurs et mandataires judiciaires**

N° 77 - Par Agnès CERF

[Consulter le PDF](#)

COMPÉTENCE, PROCÉDURE ET VOIES DE RECOURS | COMPÉTENCE

## **Droit de rétention : le créancier n'a pas à déclarer et le juge-commissaire n'a pas à rejeter**

N° 78 - Par Bertille GHANDOUR

[Consulter le PDF](#)

COMPÉTENCE, PROCÉDURE ET VOIES DE RECOURS | VOIES DE RECOURS

## **Tierce opposition au jugement d'ouverture de sauvegarde : la fraude ne se déduit pas du seul « mobile » contractuel**

N° 79

[Consulter le PDF](#)

# BULLETIN JOLY SOCIÉTÉS

## ACTUALITÉ DU DROIT DES SOCIÉTÉS

### À LA UNE

#### SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

**Larzul 3 : l'épilogue d'une saga et le début d'une nouvelle ?** → PAGE 10

Thibaut DUCHESNE

**Clause de sortie : le caractère potestatif de la condition suspensive  
ne s'apprécie que dans la personne du débiteur** → PAGE 14

Samuel FRANÇOIS

#### DOCTRINE

**Le recul de la régulation européenne en matière de transparence  
et de vigilance des entreprises** → PAGE 33

Véronique MAGNIER

**Loi de finances pour 2026 : les principales dispositions relatives  
à la fiscalité des entreprises et des dirigeants** → PAGE 40

Régis VABRES

# SOMMAIRE

## ÉCLAIRAGE

- BJS204m5 • **Aggiornamento « durabilité » du Code de déontologie des commissaires aux comptes** 4  
Jean-François BARBIÈRI

## DROIT COMMUN

- BJS20417 • **Responsabilité pénale d'un dirigeant délégué : subdélégation illusoire de pouvoirs à un salarié** 8  
Jean-François BARBIÈRI – Cass. crim., 6 janv. 2026, n° 25-80.542, F-D

## SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

- BJS20413 • **Larzul 3 : l'épilogue d'une saga et le début d'une nouvelle ?** 10  
Thibaut DUCHESNE – Cass. com., 11 févr. 2026, n° 24-18.524, FS-B
- BJS20414 • **Clause de sortie : le caractère potestatif de la condition suspensive ne s'apprécie que dans la personne du débiteur** 14  
Samuel FRANÇOIS – Cass. com., 11 févr. 2026, n° 24-18.443, F-B

## SOCIÉTÉS DE PERSONNES ET AUTRES GROUPEMENTS

- BJS20419 • **Groupe de reclassement en cas de licenciement : l'entreprise dominante peut être une personne physique** 17  
Xavier CARVIN et Alain COURET – Cass. soc., 11 févr. 2026, n° 24-18.886, FS-B
- BJS204m7 • **L'expertise de gestion : un régime encore en débat** 22  
Jean-Jacques ANSAULT – Cass. com., 26 nov. 2025, n° 24-19.035, F-B
- BJS204m6 • **Promesse de cession de parts et agrément dans une société en formation** 25  
Nadège JULLIAN – Cass. com., 11 févr. 2026, n° 24-18.698, F-D
- BJS204m3 • **Dissolution d'un GAEC pour mésentente : pas de régime spécifique** 27  
Bruno DONDERO – Cass. 3<sup>e</sup> civ., 18 déc. 2025, n° 24-21.048, F-D

## RESTRUCTURATION DES SOCIÉTÉS EN DIFFICULTÉ

- BJS204m4 • **Quand l'irrecevabilité des moyens enfonce le clou en matière de franchise participative et de sauvegarde du franchisé** 30  
Eva MOUIAL-BASSILANA – Cass. com., 14 janv. 2026, n<sup>os</sup> 24-16.535 et 24-16.609, F-D

## DOCTRINE

- BJS204m0 • **Le recul de la régulation européenne en matière de transparence et de vigilance des entreprises** 33  
Véronique MAGNIER

BJS20418 • **Loi de finances pour 2026 : les principales dispositions relatives à la fiscalité des entreprises et des dirigeants**

Régis VABRES

40

## LIBRES PROPOS

BJS204m2 • **Les pactes dans l'ombre portée des statuts**

Clément BARRILLON

46

# BULLETIN JOLY BOURSE

## ACTUALITÉ DU DROIT FINANCIER

### À LA UNE

#### ABUS DE MARCHÉ

Confirmation des sanctions de l'AMF dans l'affaire *Marie Brizard* :

« *Choose France* » → PAGE 14

Dominique BOMPOINT

Face à la bouilloire, l'AMF réagit à chaud → PAGE 22

Nicolas CUNTZ et Justine GARNIER

#### OPÉRATIONS FINANCIÈRES

Affaire *Vivendi* : l'épilogue (face B) → PAGE 50

Stéphane TORCK

#### DOCTRINE

Les enjeux croissants d'une supervision des marchés financiers  
harmonisée au niveau européen → PAGE 60

Sébastien PRAICHEUX et Célestine BARTHOUT

À propos du rapport du HCJP sur l'indemnisation des investisseurs :  
quelle évolution du droit français ? → PAGE 64

Johan PROROK

# SOMMAIRE

## ÉCLAIRAGE

- BJB202o5 • **Position de l'ABE et de l'ACPR sur la fin de la période transitoire pour les PSCA qui traitent des EMT** 4

Anthony ARANDA VASQUEZ

## AUTORITÉS DE SUPERVISION

- BJB202o8 • **Paquet AML 6 : entre simple réforme technique et véritable volonté institutionnelle** 7

Vincent MAUREL – AMLA, « Single Programming Document 2026- 2028 », févr. 2026

## ABUS DE MARCHÉ

- BJB202o0 • **Confirmation des sanctions de l'AMF dans l'affaire Marie Brizard : « Choose France »** 14

Dominique BOMPOINT – CA Paris, 5-7, 25 sept. 2025, n° 21/11889

- BJB202o6 • **Face à la bouilloire, l'AMF réagit à chaud** 22

Nicolas CUNTZ et Justine GARNIER – AMF, communiqué, 19 févr. 2026 – AMF, communiqué, 13 mars 2026

## PRESTATAIRES

- BJB202o9 • **Violations des obligations professionnelles pesant sur les SGP et fourniture par ces dernières du service de placement non garanti en qualité d'agent lié d'un PSI** 25

Emmanuelle BOURETZ – AMF, déc., 31 déc. 2025, n° SAN-2026-01, M Capital Partners

- BJB202p0 • **Défaut de gouvernance et autres manquements du PSI** 35

François BARRIÈRE – AMF, déc., 20 janv. 2026, n° SAN-2026-02, Makor Securities Paris et M. X

- BJB202o4 • **Fraude aux placements atypiques : les limites du devoir de vigilance** 39

Nicolas IDA – CA Lyon, 1<sup>re</sup> ch. civ. B, 10 févr. 2026, n° 24/02981

- BJB202o2 • **CIF : un rescrit de l'AMF précise les modalités de restitution de rémunérations aux clients** 42

Jérôme HERBET – AMF, Rescrit DOC-2026-02, 20 févr. 2026, Restitution de rémunérations par un conseiller en investissements financiers à des clients

- BJB202o1 • **CIF : pédagogie de la composition administrative** 44

Jérôme HERBET – AMF, accord compo adm., TRA-2025-18, 3 sept. 2025, publié le 17 déc. 2025, société Cheval Blanc Patrimoine

## PRODUITS FINANCIERS

- BJB202n7 • **L'intégration du régime ELTIF 2 dans le règlement général de l'AMF** 47

Michel STORCK – A., 26 nov. 2025, portant homologation de modifications du règlement général de l'Autorité des marchés financiers, NOR : ECOT2532907A : JO, 26 déc. 2025

## OPÉRATIONS FINANCIÈRES

- BJB202n9 • **Affaire Vivendi : l'épilogue (face B)** 50  
Stéphane TORCK – Lettre de la chambre commerciale de la Cour de cassation, n° 18, févr. 2026, p. 7 à 10
- BJB202o7 • **Obstacle à un retrait obligatoire et action de concert : éclaircissements européens en vue !** 52  
Cécile GRANIER – CA Paris, 5-7, 18 déc. 2025, n° 22/15396

## SOCIÉTÉS COTÉES

- BJB202p1 • **La notion de contrôle conjoint de fait mobilisée pour établir le périmètre d'un groupe : peut-il y avoir plusieurs entreprises dominantes ?** 57  
Frank MARTIN LAPRADE – CAA Douai, 3<sup>e</sup> ch., 7 janv. 2026, n° 25DA01798, inédit au recueil Lebon

## DOCTRINE

- BJB202o3 • **Les enjeux croissants d'une supervision des marchés financiers harmonisée au niveau européen** 60  
Sébastien PRAICHEUX et Célestine BARTHOUT
- BJB202p2 • **À propos du rapport du HCJP sur l'indemnisation des investisseurs : quelle évolution du droit français ?** 64  
Johan PROROK

---

# Revue Pratique Droit des Affaires - N° 3 - 26 mars 2026

---

## Actualités

---

### CONTRATS D'AFFAIRES

---

Les pactes d'associés sont présumés être conclus pour une durée déterminée

Par Frédéric Buy

### CONCURRENCE

---

Révision du règlement 1/2003 : la Commission publie une synthèse des réponses à sa consultation

Par Rafael Amaro

### BIENS DE L'ENTREPRISE

---

Contrefaçon et parasitisme : actions distinctes aux mêmes fins (et conditions ?)

Par Diogo Costa Cunha

Obligation de délivrance, un point de départ glissant mais une indemnisation limitée

Par Clément Fabre

Indifférence du délai du commandement de payer

Par Clément Fabre

Validité de la marque IMPRESS : quand le caractère laudatif exclut la distinctivité

Par Yann Basire

## RSE / COMPLIANCE / VIGILANCE

---

**Gel des fonds : la CJUE précise les notions de détention et de contrôle d'une personne morale**

Par Antoine Oumedjkane

**Publication de la directive (UE) 2026/470 : les modifications apportées au devoir européen de vigilance**

Par Thiphaine Saupin

**Première condamnation d'une société mère à réparer les dommages causés à l'occasion de son activité à l'étranger**

Par Thiphaine Saupin

**Publication de la directive (UE) 2026/470 : les modifications apportées à l'obligation d'information sur la durabilité**

Par Thiphaine Saupin

## CRÉDIT ET FINANCEMENT

---

**Fraude aux placements atypiques : retour sur la localisation du préjudice financier**

Par Nicolas Ida

**Le droit de rétention n'est pas une sûreté réelle : incidences en procédure collective**

Par Clément Favre-Rochex

**Sociétés**

**Titrisation : précisions sur les modalités d'information du débiteur cédé**

Par Brune-Laure Dugourd

## DOCTRINE

Actualité du droit de la fonction publique : textes et jurisprudence

Florence Chaltiel

Vers une présomption d'exploitation des contenus culturels par les fournisseurs d'IA : quelles implications pour le secteur musical ?

Johanna Bacouelle

Le viol conjugal : entre droit et criminologie

Laura Viaut

## JURISPRUDENCE

La portée des directives anticipées face à l'interdiction de l'obstination déraisonnable  
(CEDH, 5 févr. 2026, n° 55026/22, Medmoune c/ France)

Christophe Alonso

L'indemnité d'occupation : une somme restant due déductible du dépôt de garantie  
(Cass. 3<sup>e</sup> civ., 29 janv. 2026, n° 24-20.758)

Jean-Marie Hisquin

### DOCTRINE

- LPA204f2** **Actualité du droit de la fonction publique : textes et jurisprudence** PAGE 3
- Florence Chaltiel**  
*Le droit de la fonction publique connaît de multiples évolutions dont les impacts sur la situation des agents sont nombreux. Derrière une apparente stabilité inhérente au paradigme du fonctionnaire, ce sont des réalités diversifiées et actualisées qu'il importe de bien maîtriser. En effet, il y a des droits et obligations des personnels des collectivités publiques comme de ces dernières. Les textes et la jurisprudence veillent à renforcer les garanties inhérentes à l'État de droit de la fonction publique.*
- LPA204f1** **Vers une présomption d'exploitation des contenus culturels par les fournisseurs d'IA : quelles implications pour le secteur musical ?** PAGE 12
- Johanna Bacouelle**  
*L'intelligence artificielle transforme en profondeur le secteur musical. Porteuse d'innovation, elle interroge toutefois la capacité de la propriété intellectuelle à protéger efficacement les titulaires de droits. Afin de rééquilibrer le rapport de force entre secteurs créatifs et acteurs de la tech, le législateur entend faire évoluer les règles, notamment par l'instauration d'une présomption d'exploitation des contenus culturels par les fournisseurs d'IA.*
- LPA204f4** **Vers une réforme du régime de l'indivision d'acquêts des partenaires pacsés ?** PAGE 16
- À propos de la proposition n° 1 de la première commission du 121<sup>e</sup> Congrès des notaires de France**  
**Maxime Pernot**  
*Le régime de l'indivision d'acquêts offre une option d'inspiration communautaire aux partenaires désireux de mutualiser leurs richesses délaissée par la pratique notariale en raison de ses malfaçons. La première commission du 121<sup>e</sup> Congrès des notaires de France offre de le réhabiliter en modifiant certaines dispositions. La présente étude propose d'analyser la proposition formulée.*
- LPA204f3** **Le viol conjugal : entre droit et criminologie** PAGE 21
- Laura Viaut**  
*Cet article analyse la reconnaissance progressive du viol conjugal en droit français et les difficultés persistantes liées à sa répression. Longtemps invisibilisé par la fiction juridique du consentement permanent dans le mariage, il n'a été explicitement reconnu par la jurisprudence qu'en 1990, puis consacré par des réformes législatives, notamment en 2006 et 2010. Le droit affirme désormais que toute relation sexuelle dans le couple doit reposer sur un consentement libre, principe renforcé par la jurisprudence européenne récente. Toutefois, la réalité criminologique révèle de fortes résistances : silence des victimes, difficultés de preuve et huis clos conjugal. Le viol conjugal apparaît ainsi comme un phénomène à la fois juridique, social et criminologique, encore marqué par un écart entre reconnaissance légale et effectivité réelle.*
- LPA204f9** **Des quasi-contrats (d'indication) de paiement et d'encaissement pour autrui** PAGE 28
- Jean-François Quievy**  
*Dans un article récent, le professeur Lionel Andreu a soutenu l'existence en droit positif de deux quasi-contrats innomés, l'un de paiement pour autrui, l'autre d'encaissement pour autrui. Nous voudrions montrer qu'en plus de leur assise légale et jurisprudentielle, ces figures puisent leur légitimité tant dans la conception moderne que la conception historique des quasi-contrats. Leur appréhension peut même s'affiner, si l'on admet cette méthodologie, d'une analogie de ces quasi-contrats avec la convention d'indication de paiement ou d'encaissement pour autrui.*

## JURISPRUDENCE

- LPA204f0** **Exercice à temps partiel pour raison thérapeutique et prime modulable dans la magistrature** PAGE 35  
**Ludovic Belfanti**  
CE, 22 déc. 2025, n° 490724  
*Les magistrats de l'ordre judiciaire travaillant à temps partiel pour raison thérapeutique ont droit au maintien intégral de leur prime modulable indépendamment de la quotité travaillée.*
- LPA204f5** **Charge de la preuve et forclusion en matière de déclaration de créances par voie électronique** PAGE 38  
**Aziber Didot-Seïd Algadi**  
Cass. com., 4 févr. 2026, n° 24-21.337  
*La charge de la preuve en matière de déclaration de créances incombe au créancier. Aussi, ce dernier doit-il prouver l'effectivité de la transmission du document attendu, faite par courriel. À défaut, il encourt la forclusion. La décision de la Cour de cassation du 4 février 2026, bien que conforme à sa jurisprudence antérieure, traduit une réelle sévérité à l'égard du créancier, pour qui la bonne foi n'est pas toujours présumée.*
- LPA204f6** **La portée des directives anticipées face à l'interdiction de l'obstination déraisonnable** PAGE 41  
**Christophe Alonso**  
CEDH, 5 févr. 2026, n° 55026/22, Medmoune c/ France  
*Dans l'arrêt Medmoune c/ France du 5 février 2026, la Cour européenne des droits de l'Homme juge conforme à la Convention le cadre français des directives anticipées et valide, par conséquent, la possibilité d'écartier celles jugées manifestement inappropriées. Cette décision relance le débat sur la portée réelle de ces directives et sur l'équilibre entre autonomie du patient et responsabilité médicale, alors que le Parlement français examine une loi relative au droit à l'aide à mourir.*
- LPA204f7** **L'indemnité d'occupation : une somme restant due déductible du dépôt de garantie** PAGE 45  
**Jean-Marie Hisquin**  
Cass. 3<sup>e</sup> civ., 29 janv. 2026, n° 24-20.758  
*Selon un arrêt rendu le 29 janvier 2026 par la Cour de cassation (n° 24-20.758), l'indemnité d'occupation fait partie des sommes restant dues au bailleur au sens de l'article 22 de la loi du 6 juillet 1989 et, à ce titre, peut donc être déduite du dépôt de garantie.*
- LPA204f8** **L'associé existe avant la société : une confirmation opportune par la Cour de cassation** PAGE 49  
**Reagan Intole**  
Cass. com., 11 févr. 2026, n° 24-18.698, F-D  
*La signature des statuts suffit à conférer aux signataires la qualité d'associé, lesquels sont, dès lors, en mesure de s'engager en cette qualité nonobstant le fait, d'une part, que la société n'a pas encore été immatriculée et, d'autre part, que les signataires n'ont pas libéré leur apport en capital.*

Pour soumettre un article à la rédaction, merci d'adresser votre fichier à l'adresse suivante :  
celine.slobodansky@lextenso.fr

## À la une

## Avocats et santé mentale au travail : de nouveaux outils pour prévenir les risques

Alors que les résultats d'une récente étude commandée par le Conseil national des barreaux sur l'emploi, le bien-être et la santé mentale des avocats font état de situations préoccupantes, les institutions de la profession s'appêtent à déployer un nouveau dispositif de prévention des risques.



© Gazette du palais - Généré à l'aide l'IA

## Actualité

## PJCR : une nouvelle voie express pour la justice criminelle

focus

## Technique

## Mesures de la loi de finances pour 2026 susceptibles d'intéresser les avocats

par André PERCHERON  
sous L. fin. n° 2026-103, 19 févr. 2026

## Doctrines

## Encore un (tout petit) décret de procédure civile !

note par Corinne BLÉRY  
sous D. n° 2026-96, 16 févr. 2026

## Jurisprudence

## Hormis l'article 2308 ancien du Code civil, la caution répond de ses fautes personnelles

note par Philippe CASSON  
sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 21 janv. 2026

## Gazette Spécialisée

## DROIT DES BAUX COMMERCIAUX

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

## • Jehan-Denis BARBIER

Avocat au barreau de Paris, cabinet Barbier-Associés

## • Charles-Édouard BRAULT

Avocat au barreau de Paris, cabinet Brault &amp; Associés

## • André JACQUIN

Avocat au barreau de Paris, cabinet Jacquin-Maruani Associés

AVEC LA PARTICIPATION DE

Sabine CHASTAGNIER, Rémy CONSEIL, Olivier JACQUIN et Julien LEYMARIE



## Gazette du Palais

### Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense  
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

### Directrice générale, Directrice de la publication :

Emmanuelle Filiberti

### Présidente du Conseil scientifique :

Marie Burguburu Charvet

### Rédactrice en chef : Laurence Garnerie

Coordinatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach

Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck  
et Samuel Seroc

et Samuel Seroc

Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville

Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

### Rédaction :

Tél. : 01 40 93 40 00

Courriel : [redactiongp@lextenso.fr](mailto:redactiongp@lextenso.fr)

### Abonnements :

Tél. : 01 40 93 40 40

Courriel : [relationclients@lextenso.fr](mailto:relationclients@lextenso.fr)

Publicité : [julien.combaud@lextenso.fr](mailto:julien.combaud@lextenso.fr)

Tél. : 01 40 93 40 68

### Tarifs 2026

· Prix TTC au n° : 25,53 €

+ frais de port

· Abonnement France (un an) :

Journal seul : 662,63 € TTC

Recueils + table seuls : 642,21 € TTC

Journal, recueil + table : 893,38 €

Abonnement feuilletable numérique : 274,65 € TTC

· Abonnement étranger (un an) :

Journal seul : 739 €

Journal, recueil + table : 979 €

Abonnement feuilletable numérique : 269 €

Internet : [gazette-du-palais.fr](http://gazette-du-palais.fr)

Twitter : [@LextensoAvocat](https://twitter.com/LextensoAvocat)

Commission paritaire n° 0528 T 83097

ISSN 0242-6331

Dépôt légal à parution

Imprimé par Duplirprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,

53101 Mayenne CEDEX

sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres

recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),

issus de forêts gérées durablement ;

impact gaz à effet de serre

pour un exemplaire : 748 g éq. CO<sub>2</sub>



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :

Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Cette revue ne peut être reproduite, même partiellement, sauf exceptions prévues par la loi, ni utilisée à des fins d'entraînement de systèmes d'intelligence artificielle.

La fouille de textes et de données est interdite conformément à l'article 4(3) de la Directive (UE) 2019/790.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par

courriel en format word à [redactiongp@lextenso.fr](mailto:redactiongp@lextenso.fr)

et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas

de page et espaces compris).

La rédaction n'est pas responsable des manuscrits

communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon

suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.

Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant

unique permettant de retrouver directement l'article

via un moteur de recherche ou sur [www.labase-lextenso.fr](http://www.labase-lextenso.fr)

## Actualité

- GPL488s2 ■ **Avocats et santé mentale au travail : de nouveaux outils pour prévenir les risques** 3
- GPL488r6 ■ **PJCR : une nouvelle voie express pour la justice criminelle** 5
- GPL488k1 ■ **La « juridiction du chaos du monde » se rapproche de ses justiciables** 8
- GPL488e3 ■ **« Le modèle coopératif permet de renforcer la pérennité des structures »**  
entretien avec Camille MIALOT et Fanny EHRENFELD 10


## Technique

- GPL488s9 ■ **Mesures de la loi de finances pour 2026 susceptibles d'intéresser les avocats**  
par André PERCHERON sous L. fin. n° 2026-103, 19 févr. 2026 12

## Doctrine

- GPL488f9 ■ **Encore un (tout petit) décret de procédure civile !**  
note par Corinne BLÉRY sous D. n° 2026-96, 16 févr. 2026 15

## Jurisprudence

- GPL488s6 ■ **Hormis l'article 2308 ancien du Code civil, la caution répond de ses fautes personnelles**  
note par Philippe CASSON sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 21 janv. 2026 20
- GPL488h6 ■ **Responsabilité contractuelle et obligation de sécurité de résultat : une nouvelle application au contrat d'entreprise**  
note par Pierre GRULIER sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 28 janv. 2026 22
- GPL488k4 ■ **Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation**  
par Catherine BERLAUD 25
- GPL487v6 ■ **Panorama de jurisprudence du Conseil d'État**  
par Nathalie FINCK et Samuel SEROC 28
- GPL488k2 ■ **Panorama de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme**  
par Catherine BERLAUD 31
- GPL488b1 ■ **Chronique de jurisprudence de droit du numérique**  
par Thibault DOUVILLE en exclusivité sur la Base Lextenso : <https://lext.so/GPL488b1> 

## Gazette Spécialisée

### DROIT DES BAUX COMMERCIAUX

33

Sous la responsabilité scientifique de

Jehan-Denis BARBIER, Charles-Édouard BRAULT et André JACQUIN